

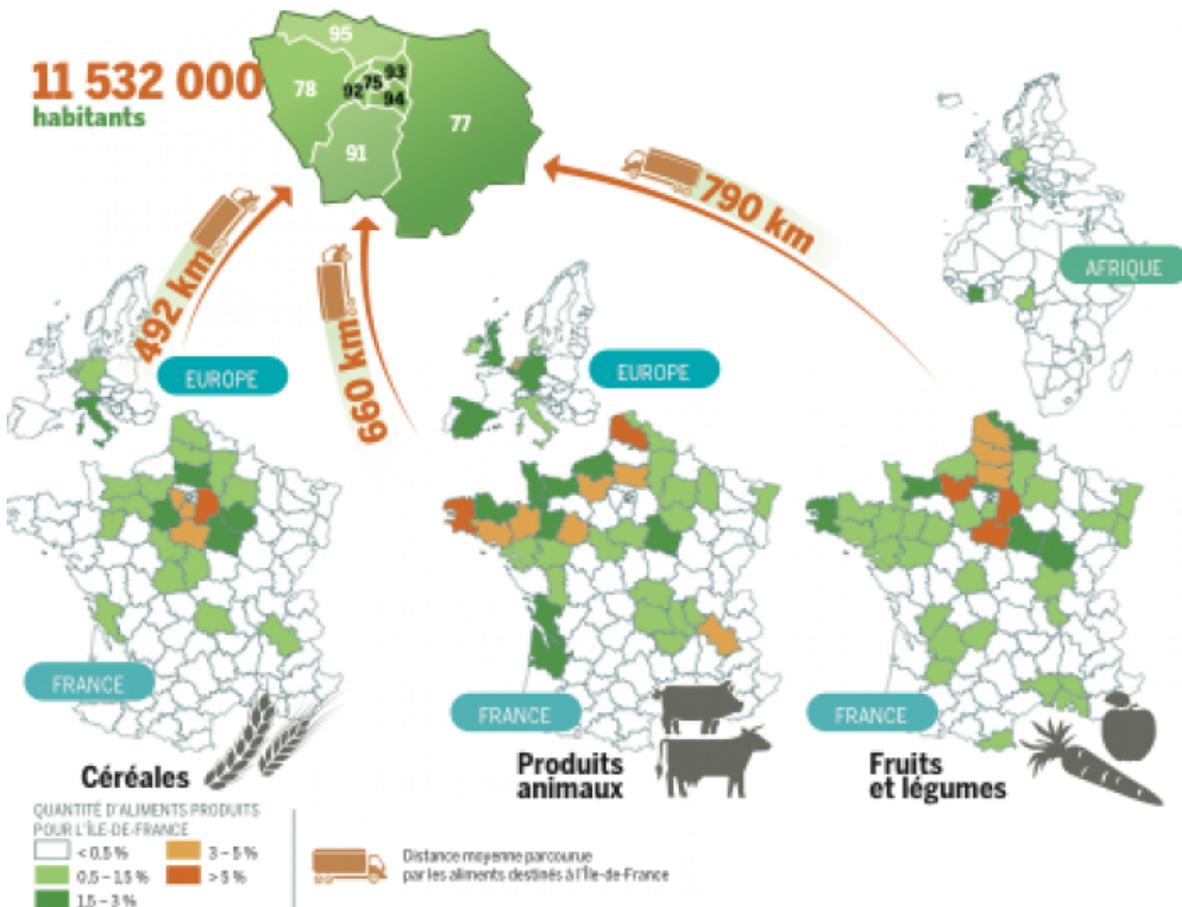
**Sabine Barles**, professeure en urbanisme Sorbonne

Colibris (Vincent Tardieu) 8 juin 2017

**Colibris : À la fin du 18<sup>e</sup> siècle, le bassin de la Seine couvrait l'essentiel des besoins alimentaires de la capitale, peuplée par 700 000 habitants en 1786. Aujourd'hui, les études sur les approvisionnements alimentaires montrent que l'on doit importer 6 millions de tonnes de nourriture pour alimenter les 12 millions de Parisiens, alors que 51 % du territoire d'Ile-de-France sont encore agricoles. Comment expliquez-vous ce paradoxe ?**

**Sabine Barles :** D'abord, pour ce qui est de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle que nous avons étudiée de près, le bassin de la Seine plus la Normandie couvraient effectivement une grande partie des besoins alimentaires des Parisiens de l'époque, car ils étaient organisés pour ça par la monarchie et les acteurs de l'approvisionnement. Après, que s'est-il passé ? Le bassin de la Seine s'est en quelque sorte détourné de Paris, de cette mission d'approvisionnement. Avec l'industrialisation de l'agriculture, dans la deuxième partie du XX<sup>e</sup> siècle, on a vu disparaître la polyculture-élevage (puis l'élevage tout court, pour le cœur du bassin) au profit des monocultures en céréales, oléagineux, etc. Or, ces productions ne sont plus destinées à nourrir les Parisiens ou les Franciliens, mais avant tout aux marchés de l'export et de la transformation industrielle.

"Aucune ceinture verte actuelle n'est en capacité d'alimenter les habitants des métropoles qu'elle entoure"  
L'approvisionnement alimentaire des Franciliens se fait depuis des territoires parfois éloignés [voir notre schéma]. Et il s'effectue non plus par des agriculteurs en direct, sinon à la marge, ni vraiment par une planification de l'État ou des villes elles-mêmes, mais par de grands opérateurs comme les industriels de la transformation et de la grande distribution, les grossistes, les marchés d'intérêt national (MIN)...



Diagnostic du PRAD 2011

Du fait de l'industrialisation relative des productions agricoles et des spécialisations territoriales, aucune ceinture verte actuelle, lorsqu'elle existe encore, n'est en capacité d'alimenter les habitants des métropoles

qu'elle entoure. Bon, il faut moduler cela en fonction du climat, de la nature des sols, plus ou moins favorables à tel ou tel type de productions agricoles, et selon certaines conditions historiques, pouvant favoriser davantage les échanges alimentaires entre villes et ceintures urbaines.

### **Repenser la question des circuits courts**

#### **Comment peut-on rapprocher les lieux de production de ceux de consommation dans l'espace urbain, et ainsi mieux répondre aux aspirations d'un nombre croissant de consommateurs ?**

S'agit-il d'une priorité vraiment pertinente ? Permettez-moi d'en douter. Je m'explique. Tout d'abord, ces [circuits courts](#) ne concernent en réalité que les légumes, ou à peu près. Cela rejoint la situation du 19<sup>e</sup> siècle, et même avant, où se sont renforcées les ceintures maraîchères autour des grandes villes afin de nourrir leurs habitants en légumes frais, simultanément périssables et à forte valeur ajoutée... Malgré tout, même à y ajouter les fruits, les légumes constituent très peu de choses dans la ration alimentaire des Français. Et d'où viendront les lipides et les protéines ? L'essentiel est apporté par les grandes cultures (céréalières, oléagineuses), par les légumineuses et l'élevage. Or, ceux-ci ne sont et ne seront jamais produits pour l'essentiel dans les ceintures vertes actuelles...

En d'autres termes, l'idée d'avoir des métropoles comme Paris ou Toulouse capables de se nourrir par leur propre ceinture est absurde ! Car si l'on prend en compte l'ensemble de la ration alimentaire nécessaire et des populations concernées, les surfaces agricoles pour répondre à cette demande dépassent, et de très loin, l'Ile-de-France ou la grande couronne toulousaine.

"Je trouve que la question des circuits courts est souvent mal posée"

Aussi, je trouve que la question des circuits courts est souvent mal posée : bien entendu, s'approvisionner avec des produits venant de 3 000 km est un non-sens économique et écologique, ne serait-ce qu'en termes de bilan carbone. Mais d'une part plusieurs études nous montrent que les bilans carbone de *certain*s produits en circuits longs, ceux qui sont transportés par grands volumes par cargos maritime ou fret ferroviaire, sont moins élevés, ramenés au kilo, que certains approvisionnements venant de moins de 100 km par des estafettes qui repartent à vide, par exemple. D'où le fait qu'on ne peut se limiter à aborder le sujet en termes de distance.

« Croire que l'on va transformer nos villes en cités vivrières est démagogique. C'est d'ailleurs antithétique avec la notion même de ville »

Croire, en outre, ou faire croire, que l'on va transformer nos villes en cités vivrières est démagogique. C'est d'ailleurs antithétique avec la notion même de ville, qui est précisément un espace qui ne produit pas son alimentation. Il est donc important d'avoir une vision d'ensemble de l'approvisionnement, en envisageant le rôle des productions locales dans un système alimentaire nécessairement plus vaste.

#### **Les franciliens peuvent tous manger bio si ils divisent par deux leur consommation de viande**

##### **Qu'elle serait l'aire d'approvisionnement d'une ville comme Paris ?**

Elle serait juste colossale, comme elle l'était déjà au XVIII<sup>e</sup> siècle ! Surtout si l'on souhaite une agriculture biologique, dans la mesure où les rendements à la surface avec le bio sont encore inférieurs aux systèmes intensifs. En ne considérant que Paris, la bonne échelle ne serait pas l'Ile-de-France (12 000 km<sup>2</sup>) mais tout le bassin de la Seine (70 000 km<sup>2</sup>), depuis sa source, et celles de ses affluents, jusqu'à l'embouchure.

Car, comme le soulignent mes collègues biogéochimistes, pour les productions agricoles la logique de la proximité est plutôt celle du bassin versant afin de tenir compte des interactions entre les cultures, les animaux, les sols et l'eau... Surtout si l'on souhaite un développement agricole plus vertueux, qui préserve l'environnement, les sols et les nappes phréatiques, la qualité des eaux qui vont aussi abreuver les populations.

Pour l'Ile-de-France, on s'est alors demandé si en mettant tout le bassin de la Seine et de ses affluents en agriculture biologique, on pourrait nourrir les Franciliens et les habitants du bassin ? La réponse est oui, à condition de passer tous les habitants au régime « *demitarien* », c'est-à-dire qu'ils divisent par deux en moyenne leur consommation de produits carnés. On dispose même, dans ce cas, d'un excédent exportable

! Mais, on voit bien que l'on n'est plus vraiment sur les mêmes échelles que les simples ceintures vertes des villes...

Pour le Grand Toulouse, le taux d'autosuffisance alimentaire théorique — c'est-à-dire la différence de ce qui est produit et consommé sur place — était égal en 2009 à... 1,5 % ! Avec les communes plus rurales qui ont, depuis, rejoint la métropole, ce taux ne devrait guère dépasser les 3 ou 4 %.

« La question des régimes alimentaires et des consommations est une question clé »

**Votre étude sur l'Île-de-France montre bien que poser la question de l'autosuffisance alimentaire des métropoles sans revoir le modèle alimentaire dominant, et notamment la place des produits d'origine animale, n'est pas réaliste. Il y a quelques années, des étudiants d'Agro Campus Rennes se sont posé à peu près les mêmes questions pour Rennes métropole (environ 400 000 habitants) : là aussi, ils ont montré qu'à l'horizon 2020 il faudrait multiplier la surface agricole utile de la métropole par 5 avec le régime alimentaire actuel, mais par « seulement » 2,7 si les Rennais adoptent un régime demitarrien...**

Oui, cette question des régimes alimentaires et des consommations est clé. De même que celles des pertes et gaspillages (d'environ un tiers de ce qui est produit en France !), et de la façon de produire.

« Attention à ne pas prendre la question de l'alimentation en ville par le petit bout de la lorgnette ! »

Ce qui me dérange, c'est que, lorsqu'il est énoncé seul, le discours sur la proximité ne s'oppose pas au modèle agricole dominant qui peut dès lors être pérennisé partout sur le territoire rural à l'exception de sympathiques ceintures de cultures maraîchères bio aux abords des villes. Attention donc de ne pas prendre la question de l'alimentation en ville par le petit bout de la lorgnette !

**Pas de récréation de ceintures vertes sans maîtrise publique du foncier**

**Redynamiser l'agriculture dans les ceintures urbaines est un sacré défi en matière d'aménagement du territoire, de logements et d'emplois. Les entreprises, grandes surfaces commerciales, les immeubles et espaces pavillonnaires, mais aussi les voies de communication se concentrent souvent dans cet espace. Comment peut-on concilier ces différents impératifs ?**

C'est sûr, cela demande une volonté politique forte. Et surtout que les collectivités publiques et l'État maîtrisent le foncier au sein des villes comme en zones périurbaines. On peut alors espérer des politiques d'aménagement où la sécurisation du foncier agricole soit effective et où l'on développe une politique du logement moins consommatrice d'espace. Cette densification ne signifie pas, au passage, de condamner les urbains à vivre tous dans de grandes tours : les urbanistes et architectes savent très bien aujourd'hui concevoir des ensembles de logements denses et semi collectifs aux formes très variées et plutôt agréables, au lieu de l'étalement pavillonnaire actuel désastreux pour les surfaces agricoles. C'est la même chose pour les entreprises, rien ne nous oblige de miter l'espace agricole périurbain par des zones d'entrepôts et de bureaux qui ont aujourd'hui quasiment carte blanche et s'étalent à moindre coût : il faut revenir à des prescriptions précises, avec une meilleure intégration paysagère et foncière pour ces constructions, et les faire respecter.

**Ce serait suffisant ? Parfois je me demande s'il ne faut pas repenser totalement la croissance des mégapoles, voire même leur maintien, au profit d'une vision plus polycentrique, avec des cités à taille plus humaine... ?**

Pour moi, ça n'a pas beaucoup de sens de se poser cette question en ces termes, compte-tenu de la réalité : faudrait-il raser les mégapoles, selon vous ? Et d'ailleurs, avez-vous imaginé les effets sur les milieux semi naturels d'une multiplication de villes moyennes ?

« Il n'y a pas de preuve qu'une ville de 3 millions d'habitants est nécessairement moins vertueuse au niveau environnemental que 6 villes de 500 000 »

Sans compter qu'il n'y a pas de preuve réelle qu'une ville de 3 millions d'habitants est nécessairement moins vertueuse au niveau environnemental que 6 villes de 500 000 ! La question de l'approvisionnement alimentaire n'est pas que les grandes villes exigent de vastes surfaces pour nourrir leurs habitants, bien

supérieures, on l'a vu, aux tailles des ceintures urbaines. La question est plutôt celle de la manière dont on produit ces aliments, ici et ailleurs : c'est celle de la politique agricole suivie.

### **Les vertus de la végétalisation des villes**

**Au sein même des villes, de plus en plus d'urbains souhaitent redynamiser les espaces potagers et de productions alimentaires. Pour l'instant, ces espaces semblent apporter plus de bénéfices en matière de lien social ou de réinsertion que de solutions alimentaires à l'échelle des populations urbaines. Demain, pourrait-il en être autrement avec les projets d'immeubles agricoles et de cultures sur les toits, ou d'agriculture hydroponique ?**

Il y a différents cas de figure où ces productions peuvent jouer des rôles alimentaires très importants, notamment dans les pays du Sud, mais aussi en Europe centrale en Amérique du Nord, dans des situations d'urbanisation lâche (Montréal) ou de désurbanisation (Detroit).

Pour une ville comme Paris, par exemple, la question se pose en d'autres termes. Et sur ces projets de fermes verticales, sur lesquels je n'ai pas travaillé, je m'interroge à la fois sur les conditions d'élevage qui n'iraient pas a priori dans le sens d'un mieux être animal que l'on peut souhaiter, et sur leurs bilans énergétiques qui constituent un paramètre clé.

Quant à la végétalisation des toitures et d'autres surfaces urbaines, notamment alimentaires, elle peut jouer un rôle positif non seulement au niveau de l'investissement des habitants et en lien avec les mobilisations urbaines, satisfaire quelques besoins alimentaires, mais aussi atténuer les températures des villes.

Il restera le problème des pollutions possibles de ces aliments urbains, notamment par les métaux lourds : des travaux de recherche sont en cours à ce sujet à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA)... On le voit, il faut chaque fois hiérarchiser les enjeux et les solutions, les contraintes et les bénéfices.